

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2000 — 1486

[C — 2000/27258]

**8 JUIN 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
approuvant le barème des redevances et des péages du Port autonome du Centre et de l'Ouest**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 1^{er} avril 1999 portant création du Port autonome du Centre et de l'Ouest;

Vu les délibérations du Conseil d'administration du Port autonome du Centre et de l'Ouest du 27 avril 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 29 mai 2000;

Considérant qu'il importe de permettre au Port autonome du Centre et de l'Ouest d'appliquer, au plus tôt, la disposition décidée par le Conseil d'administration en matière de taxes et redevances.

Sur la proposition du Ministre ayant l'Equipelement et les Travaux publics dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Le barème ci-après des redevances et des péages à percevoir par le Port autonome du Centre et de l'Ouest est approuvé.

A. Concession à terme

Ce sont des concessions de durée minimale de 1 an et de maximum 30 ans. Elles peuvent toutefois être prolongées par avenant à la convention passée entre le concessionnaire et le Port autonome du Centre et de l'Ouest.

1. Redevance annuelle du domaine concédé

Le domaine est divisé en zones selon leur situation et leurs équipements.

Zone A :	Zone portuaire avant (jusqu'à 30 mètres de profondeur)
Zone B :	Zone portuaire arrière (en arrière de 30 mètres du quai)

Par zone, la redevance annuelle est fixée comme suit :

	Zone A	Zone B
Surface aménagée + bonne accessibilité	64 F/m ²	32 F/m ²
Surface aménagée + accessibilité réduite	48 F/m ²	24 F/m ²
Surface non aménagée + bonne accessibilité	32 F/m ²	16 F/m ²
Surface non aménagée + accessibilité réduite	16 F/m ²	8 F/m ²

En ce qui concerne les surfaces bâties et les équipements existants, les redevances sont fixées par le Conseil d'administration par référence aux montants acceptés par le Ministère wallon de l'Equipelement et des Transports pour des immeubles de même nature et de situation équivalente.

En cas de contrat pluriannuel, une réduction de 50 % sera accordée la première année pour faire face aux frais d'implantation.

2. Utilisation du trafic fluvial

L'usage d'une aire de chargement et de déchargement d'allèges implique un trafic fluvial minimum annuel qui sera défini à la signature de la concession et comptabilisé à 1,5 F/T.

En cas de dépassement de la moitié du tonnage minimum annuel, un tarif dégressif fixé de la manière suivante est applicable :

- jusqu'à 50 % du tonnage minimum :	1,5 F/T
- jusqu'au tonnage minimum :	1 F/T
- jusqu'à 1,5 fois le tonnage minimum :	0,75 F/T
- jusqu'à 2 fois le tonnage minimum :	0,5 F/T
- plus de 2 fois le tonnage minimum :	0,375 F/T

3. Non utilisation du trafic fluvial

Pour le trafic par camions ou par wagons non lié au trafic fluvial, le péage est fixé uniformément à 2 F/T.

4. Transports exceptionnels

Pour les colis lourds et indivisibles, le péage est fixé à 200 F la tonne.

5. Redevances complémentaires

Si le total annuel de l'ensemble des trafics n'atteint pas la valeur définie à la signature de la concession, le déficit sera porté en compte au tarif forfaitaire de 5 F/T.

B. Concessions à titre précaire

Ce sont des concessions délivrées à court terme (durée inférieure à 1 an), elles seront toujours accompagnées d'un préavis signé conjointement par le Président et le Directeur.

Les redevances et les pénalités sont identiques à celles fixées dans les clauses régissant les concessions à terme.

Toutefois, en cas d'utilisation d'un quai, le tarif dégressif n'est pas d'application.

C. Utilisation des quais sans concession**1. Manutention ponctuelle**

La manutention ponctuelle est uniformément fixée à 3 F la tonne, la durée du stockage étant à négocier avec la Direction du Port autonome du Centre et de l'Ouest au cas par cas.

2. Manutention permanente

La manutention permanente avec point de chargement fixe sans utilisation du chemin de halage implique un trafic fluvial minimum annuel qui sera défini à la signature du contrat d'utilisation du quai et qui sera comptabilisé de la manière suivante :

- jusqu'à la moitié du tonnage minimum annuel :	3 F/T
- jusqu'au tonnage minimum :	2 F/T
- jusqu'à 1,5 fois le tonnage minimum annuel :	1,5 F/T
- jusqu'à 2 fois le tonnage minimum annuel :	1 F/T
- jusqu'à 2,5 fois le tonnage minimum annuel :	0,75 F/T
- plus de 2,5 fois le tonnage minimum annuel :	0,5 F/T
- plus de 3 fois le tonnage minimum annuel :	0,375 F/T

3. Redevances complémentaires

Si le tonnage annuel de l'ensemble des trafics n'atteint pas la valeur définie à la signature du contrat d'utilisation du quai, le déficit sera porté en compte au tarif forfaitaire de 5 F/T.

4. Transports exceptionnels

Pour les colis lourds et indivisibles, le péage est fixé à 200 F la tonne.

Art. 2. Les montants des redevances et péages fixés à l'article 1^{er} sont liés à l'indice général des prix à la consommation sur base de l'indice de janvier 2000.

Art. 3. Lorsqu'une concession à terme porte sur une superficie de plus de 10 ha ou sur un tonnage annuel de plus de 500 tonnes par mètre courant de quai par an ou encore lorsqu'elle est dotée d'une infrastructure particulière, elle est susceptible de bénéficier de conditions spéciales.

Art. 4. Le Ministre de l'Équipement et des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent barème entre en vigueur le 8 juin 2000.

Namur, le 8 juin 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2000 — 1486

[C — 2000/27258]

**8. JUNI 2000 – Erlass der Wallonischen Regierung
zur Genehmigung der Tariftabelle der Gebühren und Mautgebühren des autonomen Hafens Centre-Ouest**

Die Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 1. April 1999 über die Gründung des autonomen Hafens Centre-Ouest;

Aufgrund der Beschlüsse des Verwaltungsrats des autonomen Hafens Centre-Ouest vom 27. April 2000;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion vom 29. Mai 2000;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, dem autonomen Hafen Centre-Ouest die Möglichkeit zu geben, die durch den Verwaltungsrat in Sachen Steuern und Gebühren beschlossene Bestimmung so schnell wie möglich anzuwenden;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und die öffentlichen Arbeiten gehören,
Beschließt:

Artikel 1 - Die nachstehende Tariftabelle der von dem autonomen Hafen Centre-Ouest zu erhebenden Gebühren und Mautgebühren wird genehmigt.

A. Konzession auf Zeit

Es handelt sich um Konzessionen von einer Dauer von mindestens 1 Jahr und höchstens 30 Jahren. Diese können jedoch durch einen Nachtrag zu dem zwischen dem Konzessionär und dem autonomen Hafen Centre-Ouest abgeschlossenen Vertrag verlängert werden.

1. Jährliche Gebühr der konzessionierten Domäne

Die Domäne ist in Gebiete aufgeteilt, und zwar je nach ihrer Lage und Ausstattungen.

Gebiet A	vorderes Hafengebiet (bis zu 30 Meter Tiefe)
Gebiet B	hinteres Hafengebiet (in 30 Meter Entfernung von der Verladerampe)

Für jedes Gebiet wird die jährliche Gebühr folgendermaßen festgelegt:

	Gebiet A	Gebiet B
ausgestattete und leicht zugängliche Fläche	64 F/m ²	32 F/m ²
ausgestattete und teilweise zugängliche Fläche	48 F/m ²	24 F/m ²
nicht ausgestattete und leicht zugängliche Fläche	32 F/m ²	16 F/m ²
nicht ausgestattete und teilweise zugängliche Fläche	16 F/m ²	8 F/m ²

Was die bebauten Flächen und vorhandenen Ausstattungen betrifft, werden die Gebühren von dem Verwaltungsrat unter Bezugnahme auf die von dem wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen angenommenen Beträge für Gebäude gleicher Art und gleichwertiger Ortslage festgelegt.

Im Falle eines mehrjährigen Vertrags wird im ersten Jahr eine Ermäßigung von 50 % gewährt, damit die Niederlassungskosten bestritten werden können.

2. Benutzung des Binnenschiffverkehrs

Die Benutzung einer Fläche zum Be- und Entladen von Leichtern setzt einen minimalen jährlichen Schiffsverkehrsverkehr voraus, der bei der Unterzeichnung der Konzession festgelegt und auf 1,5 BEF/T berechnet wird.

Wird der minimale jährliche Tonnengehalt um die Hälfte überschritten, so wird ein degressiver Tarif festgelegt und folgendermaßen angewandt:

- bis zu 50 % des minimalen Tonnengehalts:	1,5 BEF/T
- bis zum minimalen Tonnengehalt:	1 BEF/T
- bis zu 1,5 Mal den minimalen Tonnengehalt:	0,75 BEF/T
- bis zu 2 Mal den minimalen Tonnengehalt:	0,5 BEF/T
- mehr als 2 Mal den minimalen Tonnengehalt:	0,375 BEF/T

3. Nichtbenutzung des Binnenschiffverkehrs

Für den Verkehr per Lastkraft- oder Güterwagen, der nicht mit dem Schiffsverkehr verbunden ist, wird die Mautgebühr einheitlich auf 2 BEF/T festgesetzt.

4. Außerordentliche Transporte

Für die schweren und unteilbaren Ladegüter wird die Mautgebühr auf 200 BEF je Tonne festgesetzt.

5. Zusätzliche Gebühren

Falls die jährliche Gesamtsumme des gesamten Verkehrs den bei der Unterzeichnung der Konzession festgelegten Wert nicht erreicht, wird der Defizit zum Pauschaltarif von 5 BEF/T angerechnet.

B. Zeitweilige Konzessionen

Es handelt sich um kurzfristig ausgestellte Konzessionen (Zeitraum unter 1 Jahr). Diesen wird stets eine von dem Vorsitzenden und dem Direktor gemeinsam unterzeichnete Kündigungsfrist beigefügt.

Es gelten die gleichen Gebühren und Geldstrafen, die in den Klauseln zur Regelung der Konzessionen auf Zeit festgelegt werden.

Bei Benutzung einer Verladerampe wird der degressive Tarif jedoch nicht angewandt.

C. Benutzung der Verladerampen ohne Konzession

1. Punktueller Güterumschlag

Der punktuelle Güterumschlag wird einheitlich auf 3 BEF je Tonne festgelegt, wobei die Lagerzeit von Fall zu Fall mit der Direktion des autonomen Hafens Centre-Ouest auszuhandeln ist.

2. Ständiger Güterumschlag

Der ständige Güterumschlag an einer festen Verladestelle ohne die Benutzung des Treidelwegs setzt einen minimalen jährlichen Schiffsverkehrsverkehr voraus, der bei der Unterzeichnung des Vertrags zur Benutzung der Verladerampe festgelegt und folgendermaßen berechnet wird:

- bis zur Hälfte des minimalen jährlichen Tonnengehalts	3 BEF/T
- bis zum minimalen Tonnengehalt	2 BEF/T
- bis zu 1,5 Mal den minimalen jährlichen Tonnengehalt	1,5 BEF/T
- bis zu 2 Mal den minimalen jährlichen Tonnengehalt	1 BEF/T
- bis zu 2,5 Mal den minimalen jährlichen Tonnengehalt	0,75 BEF/T
- mehr als 2,5 Mal den minimalen jährlichen Tonnengehalt	0,5 BEF/T
- mehr als 3 Mal den minimalen jährlichen Tonnengehalt	0,375BEF/T

3. Zusätzliche Gebühren

Falls der jährliche Tonnengehalt des gesamten Verkehrs den bei der Unterzeichnung der Konzession festgelegten Wert nicht erreicht, wird der Defizit zum Pauschaltarif von 5 BEF/T angerechnet.

4. Außerordentliche Transporte

Für die schweren und unteilbaren Ladegüter wird die Mautgebühr auf 200 BEF je Tonne festgesetzt.

Art. 2 - Die in Artikel 1 festgelegten Beträge der Gebühren und Mautgebühren sind an den allgemeinen Index der Verbraucherpreise auf der Grundlage des Indexes vom Monat Januar 2000 gebunden.

Art. 3 - Falls die Konzession auf Zeit eine Fläche von mehr als 10 ha oder einen jährlichen Tonnengehalt von mehr als 500 Tonnen per laufenden Meter entlang der Verloaderampe pro Jahr betrifft oder auch falls sie über eine besondere Infrastruktur verfügt, können Sonderbedingungen gewährt werden.

Art. 4 - Der Minister der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 5 - Die vorliegende Tariftabelle tritt am 8. Juni 2000 in Kraft.

Namur, den 8. Juni 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2000 — 1486

[C — 2000/27258]

**8 JUNI 2000. — Besluit van de Waalse Regering
tot goedkeuring van het bedrag van de heffingen en van het tolgeld
in de autonome haven "du Centre et de l'Ouest"**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 1 april 1999 houdende oprichting van de autonome haven "du Centre et de l'Ouest";

Gelet op de beraadslagingen van de Raad van bestuur van de autonome haven "du Centre et de l'Ouest" van 27 april 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 mei 2000;

Overwegende dat de autonome haven "du Centre et de l'Ouest" de door de Raad van bestuur genomen beslissing inzake belastingen en heffingen zo spoedig mogelijk moet kunnen uitvoeren;

Op de voordracht van de Minister van Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

Artikel 1. De hiernavermelde bedragen van de heffingen en van het tolgeld, die door de autonome haven "du Centre et de l'Ouest" te innen zijn, worden goedgekeurd.

A. Termijnconcessies

Het gaat om concessies van minimum 1 jaar en maximum 30 jaar. Ze kunnen evenwel verlengd worden op grond van een aanhangsel bij de overeenkomst die gesloten wordt tussen de concessiehouder en de autonome haven "du Centre et de l'Ouest".

1. Jaarlijkse heffing voor het afgestane domein

Het domein wordt in zones ingedeeld, rekening houdende met hun ligging en uitrustingen.

Zone A	Havengebied voorin (tot 30 meter diep)
Zone B	Havengebied achterin (30 meter achter de kade)

Per zone wordt de jaarlijkse heffing bepaald als volgt :

	Zone A	Zone B
Aangelegde oppervlakte + vlotte toegankelijkheid	64 BEF/m ²	32 BEF/m ²
Aangelegde oppervlakte + beperkte toegankelijkheid	48 BEF/m ²	24 BEF/m ²
Niet-aangelegde oppervlakte + vlotte toegankelijkheid	32 BEF/m ²	16 BEF/m ²
Niet-aangelegde oppervlakte + beperkte toegankelijkheid	16 BEF/m ²	8 BEF/m ²

Wat betreft de bebouwde oppervlakten en de bestaande uitrustingen, legt de Raad van bestuur de heffingen vast op grond van de bedragen die het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer goedkeurt voor gelijkwaardige gebouwen.

In geval van een meerjarig contract wordt voor het eerste jaar een korting van 50 % verleend om de vestigingskosten te dekken.

2. Gebruik door het binnenvaartverkeer

Het gebruik van een ruimte voor het laden en lossen van lichters veronderstelt een minimale jaarlijkse tonnage die bij de ondertekening van de concessie wordt bepaald en tegen 1,5 BEF/T wordt geboekt.

Bij overschrijding van de helft van die tonnage wordt een degressief tarief toegepast dat berekend wordt als volgt :

- tot 50 % van de minimale tonnage	1,5 BEF/T
- tot de minimale tonnage	1 BEF/T
- tot 1,5 keer de minimale tonnage	0,75 BEF/T
- tot 2 keer de minimale tonnage	0,5 BEF/T
- meer dan 2 keer de minimale tonnage	0,375 BEF/T

3. Niet-gebruik door het binnenvaartverkeer

Het tolgeld wordt gelijkmatig op 2 BEF/T vastgelegd voor het vervoer met vrachtwagens of wagons dat losstaat van het binnenvaartverkeer.

4. Buitengewoon vervoer

Voor zware en ondeelbare ladingen wordt het tolgeld vastgelegd op 200 BEF/T.

5. Bijkomende heffingen

Als het gezamenlijk jaarlijks verkeer de bij de ondertekening van de concessie bepaalde waarde niet haalt, zal het tekort tegen het forfaitaire tarief van 5 BEF/T in rekening worden gebracht.

B. Concessies bij wijze van gunst

Het gaat om kortetermijnconcessies (minder dan 1 jaar); ze gaan steeds vergezeld van een opzegging die gezamenlijk wordt ondertekend door de voorzitter en de directeur.

De heffingen en straffen zijn dezelfde als die welke vastliggen in de clausules voor de termijnconcessies.

Bij gebruik van een kade wordt het degressief tarief evenwel niet toegepast.

C. Gebruik van de kaden zonder concessie

1. Punctuele laad- en loshandelingen

De heffing wordt gelijkmatig vastgelegd op 3 BEF/T terwijl de de opslagduur al naar gelang het geval met de directie van de autonome haven "du Centre et de l'Ouest" wordt besproken.

2. Permanente laad- en loshandelingen

De permanente handelingen met vast ladingspunt zonder gebruik van het jaagpad veronderstellen een minimale jaarlijkse tonnage die bij de ondertekening van de overeenkomst wordt bepaald en geboekt wordt als volgt :

- tot de helft van de minimale jaarlijkse tonnage	3 BEF/T
- tot de minimale tonnage	2 BEF/T
- tot 1,5 keer de minimale jaarlijkse tonnage	1,5 BEF/T
- tot 2 keer de minimale jaarlijkse tonnage	1 BEF/T
- tot 2,5 keer de minimale jaarlijkse tonnage	0,75 BEF/T
- meer dan 2,5 keer de minimale jaarlijkse tonnage	0,5 BEF/T
- meer dan 3 keer de jaarlijkse minimale tonnage	0,375 BEF/T

3. Bijkomende heffingen

Als de jaarlijkse tonnage van het gezamenlijke verkeer lager is dan de waarde die bij de ondertekening van de overeenkomst betreffende het kadegebruik is vastgelegd, wordt het tekort tegen het forfaitaire tarief van 5 BEF/T in rekening gebracht.

4. Buitengewoon vervoer

Voor zware en ondeelbare ladingen wordt het tolgeld op 200 BEF/T vastgelegd.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde bedragen van de heffingen en van het tolgeld zijn aan het indexcijfer van de consumptieprijs gekoppeld op grond van de index van januari 2000.

Art. 3. Er bestaan speciale voorwaarden voor termijnconcessies die betrekking hebben op een oppervlakte van meer dan 10 ha of op een jaarlijkse tonnage van meer dan 500 ton per strekkende kademeter per jaar of die over een bijzondere infrastructuur beschikken.

Art. 4. De Minister van Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Deze schaal treedt in werking op 8 juni 2000.

Namen, 8 juni 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN